****

**Règlement d'Ordre Intérieur**

Chers Parents,

Vous nous avez confié votre (vos) enfant(s) et nous vous remercions de votre confiance en notre enseignement.

Pour vivre en société, il faut s'organiser, établir une liste de consignes, et se respecter les uns les autres.

Pour remplir sa mission de formation, l’école doit organiser les conditions de la vie en commun pour que :  
– Chacun puisse trouver un cadre de vie favorable au travail scolaire et à l’épanouissement personnel.  
– Chacun puisse faire siennes certaines lois fondamentales qui règlent les relations entre les personnes et la vie en société.

– Chacun apprenne à respecter les autres et à participer à des projets de groupe.

Ceci nécessite que soient définies des règles d’organisation de la vie commune, qui sont à mettre en résonance avec les projets éducatif et pédagogique de l’établissement.

Dans cet esprit, **5 lois** seront à respecter en permanence :

**– Il est interdit d’agresser les autres.**  
**– Il est interdit de prendre ou d’abîmer quelque chose qui ne m’appartient pas.**  
**– Il est interdit d’être impoli avec un adulte.**  
**– Il est interdit de quitter l’école sans autorisation.**  
**– Il est interdit d’utiliser un GSM, d’enregistrer du son ou de l’image à l’école.**

**L'école communale fondamentale de Marche-lez-Ecaussinnes est un établissement d'enseignement maternel et primaire ordinaire dont le siège se situe Rue de l'Avedelle 152 à Marche-lez-Ecaussinnes**

**1. Les différents acteurs cités dans ce document :**

**Le « Pouvoir Organisateur » (P.O.)**

C'est le Conseil Communal et son Collège communal qui assurent l'administration journalière de l'école dans le respect des lois et des décrets émis par la communauté Française de Belgique.

**L'« Equipe éducative »**

Est constituée de la direction, du personnel enseignant (titulaires de classe, maîtres spéciaux d'éducation physique, des cours philosophiques et de 2ème langue) et du personnel d'éducation.

**L'«Equipe parascolaire »**

Est constituée par le personnel de garderie et d'entretien.

**Le «Parent »**

Toute personne légalement responsable de l'enfant.

L'Echevin de l'enseignement est tenu informé par la Direction de tout fait important se produisant dans l'établissement scolaire.

**Rapports au sein de l'équipe éducative**

La direction, les membres du personnel enseignant ont autorité dès l'entrée dans l'établissement, sur les élèves.

**2. L'équipe éducative :**

Section maternelle : Mmes Concetta Todde, Pricillia François, Edith Vandeputte, Manon Beugnier.

Psychomotricité : Mme Catherine Gochet

1ère primaire : Mme Clarisse Bottemanne

2ème primaire : Mr Antoine Hazard

3ème primaire : Mme Pauline Van der Maren

4ème primaire : Mme Valentine Mansart

5ème primaire : Mme Stéphanie Montagne

6èmeprimaire : Mme Marine Demaret

Professeur de gymnastique : Mme Delfosse Hélène

Néerlandais : Mr Livio Buono

Professeurs de cours philosophiques : Madame Wisbecq Yasmina, Mme Valenne Adélaïde & Mr Oubila Ali

Citoyenneté : Mme Valenne Adélaïde

Garderies : Mme Mandu et Mme Prescillia

Bénévolat : Mme Moury Sarah

Direction : Madame Vandevandel Sarah

**3. La présence à l’école :**

Le matin, en primaire, il est demandé aux parents d'accompagner leurs enfants jusqu'à la grille d'entrée.

L'accès à la cour n'est pas autorisé sauf si un contact doit être pris avec un enseignant ou la direction.

L’élève est tenu de participer à tous les cours figurant à son programme et aux activités qui en découlent durant l’horaire normal hebdomadaire. Toute dispense éventuelle ne peut être accordée que par le directeur après demande motivée. En primaire et en maternelle, les cours se donnent de 8h50 à 12h et de 13h05 à 15h30 sauf le mercredi de 8h50 à 11h45

L’horaire est fourni aux enfants lors de la première semaine d’école.

Dès le début des cours, les parents quitteront les bâtiments scolaires. **Les contacts ou rencontres avec les enseignants se feront en dehors du temps de présence des enfants ou sur rendez-vous.**

Les sorties durant les cours ou avant la fin des cours ne sont pas autorisées. Toutefois, pour des cas exceptionnels, une demande écrite et motivée des parents devra être faite auprès de la direction.

Vous comprendrez aisément notre souci d’efficacité, de rendement et d’harmonie dans nos groupes classes.

Pour ce faire, il est impératif que chacun soit attentif aux début et fin d’activités.

Pouvez-vous imaginer un groupe classe de 15 à 20 élèves, calme, concentré, appliqué dans l’activité commencée et qui, à de nombreuses reprises, se voit interrompre par les arrivées tardives ?

Cette habitude de vie est à prendre dès l’entrée en maternelle pour le respect de tous.

Dès le dernier câlin du matin, les parents auront quitté les classes maternelles au plus tard à 9h10.

L'entrée le matin s'effectue par la grille du bas.

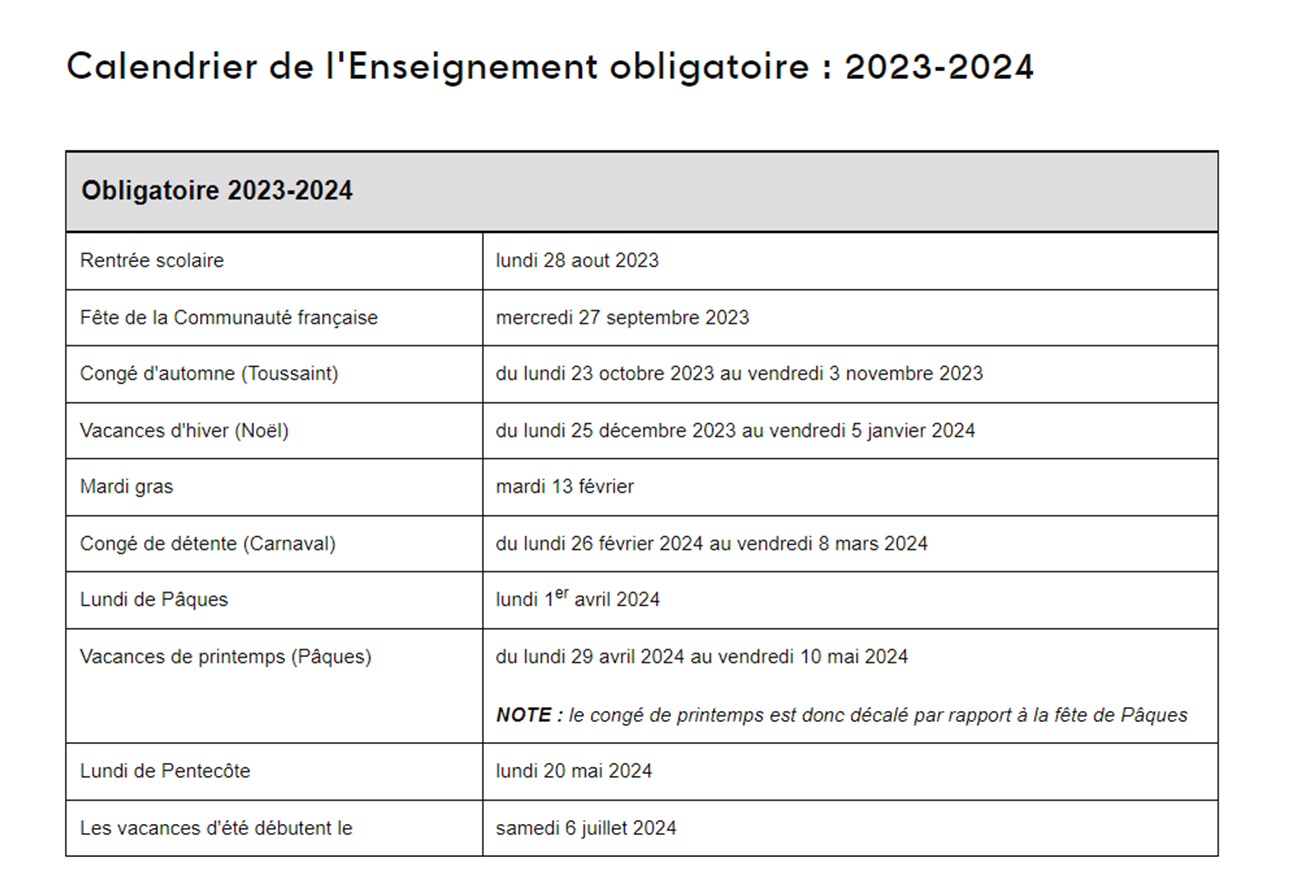
L'école est ouverte aux élèves à partir de 8h15, les cours commencent à 8h50.

Les garderies et les études sont organisées selon le règlement des garderies :

- de 6h30 à 8h15 et de 15h30 à 18h00

- le mercredi de 12h à 18h00

**4. Calendrier scolaire 2023-2024 :**



Trois jours de formations obligatoires viendront s'ajouter à ce calendrier.

Pendant ces trois jours, l'école sera fermée et aucune garderie ne sera assurée.

#### 5. Les récréations :

Le matin :

La récréation a lieu de 10h30 à 10h45. Les élèves doivent quitter les classes et ne sont autorisés à les réintégrer qu’à la fin de la récréation.

Récréation de midi :

Après le repas, les élèves vont en récréation en plein air. Si les conditions météorologiques le justifient, des locaux seront ouverts. Ils seront indiqués aux élèves par le surveillant de la récréation.

Sortie de l’école durant le temps de midi :

Les élèves ne peuvent quitter l'école seuls durant le temps de midi que si les parents les y autorisent par écrit. Cette autorisation déchargera l’école de toute responsabilité et est à remettre dès le début de l'année à la titulaire de classe de l'enfant concerné.

Les parents qui reprennent leur enfant durant le temps de midi doivent se présenter à la grille à la fin des cours à 12h25. Le mercredi, les parents n’auront accès au bâtiment qu’après la fin des cours à 11h45 (au signal de la cloche)

Repas de midi :

Les élèves qui n’ont pas l’autorisation de sortir sont tenus de prendre leur repas dans l’enceinte de l’école. Il est demandé de manger calmement et proprement dans sa classe. Les enfants qui prennent un repas chaud, se rendront dans le réfectoire du bloc maternel qui est équipé d'une cuisine.

Les élèves ont la possibilité de prendre du potage ou un repas chaud le midi, excepté le mercredi.

Réservation obligatoire le jeudi précédent la semaine concernée, en signalant les jours durant lesquels votre enfant prendra un repas.

Le prix est fixé par l’Administration Communale.

En cas d'absence veuillez prévenir l'école avant 9h30 au 067/44 40 54. Une attitude correcte durant la prise des repas est exigée.

**6. Sécurité :**

Chacun refermera les grilles et portes derrière lui.

Chacun se garera aux emplacements autorisés.

Ne pas se stationner sur l'emplacement du car scolaire.

Les enfants qui sont repris à l'école par leurs parents après 15h40, doivent les attendre aux endroits prévus dans la cour tant qu'ils sont sous la surveillance d'un enseignant sinon, il sera invité à se rendre à la garderie, il ne pourra en aucun cas rester seul à l'extérieur du bâtiment.

Tout changement de prise en charge des élèves à la fin des cours doit être signalé par écrit à la direction ou à l'enseignant.

**7. Fréquentation scolaire :**

Les enfants sont obligés de fréquenter les cours à partir de la troisième maternelle ; cependant, il faut mettre l'accent sur un suivi scolaire régulier au niveau de la deuxième maternelle.

#### 8. La classe :

L’attitude de chacun dans la classe doit fournir un climat favorable aux apprentissages. L’esprit d’entraide prévaudra sur la compétition, une bonne collaboration prévaudra sur les moqueries ou déloyautés. Les élèves qui troublent l’atmosphère de travail nécessaire aux apprentissages seront rappelés à l’ordre, et cela de manière progressive (avertissement, travail supplémentaire). On ne peut pas quitter la classe avant que la sonnerie ne retentisse.

#### 9. Le journal de classe et l’équipement personnel :

Afin de pouvoir être actif en classe, les élèves devront apporter chaque jour leurs manuels, cahiers ou classeurs nécessaires pour la journée. Tout équipement doit être marqué au nom de son propriétaire. Le journal de classe doit être apporté tous les jours en classe. Celui-ci sera contrôlé régulièrement par les professeurs. Le journal de classe et la farde d'avis servent d'intermédiaires permanents entre l'école et les parents.

Les faits positifs ou négatifs relatifs au comportement des élèves sont consignés dans le journal de classe. Toute information que la direction ou un membre de l'équipe éducative veut communiquer aux parents sera placée dans la farde d'avis. Les parents sont invités à vérifier et à signer le journal de classe et la farde d'avis chaque jour. Des justificatifs d'absence sont remis à chaque élève en début d’année.

Pour l’éducation physique, les élèves porteront un T-shirt blanc, un short (noir ou bleu foncé) et des chaussures de sport. Marquer les vêtements et chaussures de sport peut aider à les conserver ! Les élèves scolarisés de la première à la troisième année primaire bénéficient de cours de piscine Pour la piscine, l’équipement comporte le maillot de bain (pas de bermuda) et le bonnet de natation en caoutchouc.

#### 10. Les absences :

L’élève doit suivre effectivement et assidûment les cours. Toute absence doit donc être justifiée. Les seuls motifs d’absence légitime sont les suivants (CM du 19.04.95) :

* L'indisposition ou la maladie de l'élève couverte par un certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier ;
* La convocation par une autorité politique de se rendre auprès de cette autorité qui lui délivre une attestation ;
* Le décès d'un parent au 1er degré (quatre jours) ;
* Le décès d'un parent à quelque degré que ce soit et habitant sous le même toit que l'élève (deux jours) ;
* Le décès d'un parent du 2ème au 4ème degré n'habitant pas sous le même toit (un jour).

Dans la mesure du possible, les absences sont signalées à l’école le jour-même. Un document écrit des parents, présent dans la farde d'avis, sera remis à l’enseignant dès le retour de l’élève afin de justifier l’absence. Si l’une ou l’autre de ces conditions n’est pas remplie ou si un doute existe, le directeur de l’école peut à tout moment prendre l’initiative de contacter les parents, par téléphone ou par écrit, afin d’obtenir la justification des absences.

Pour les élèves soumis au régime de l’obligation scolaire, les absences pour cause de maladie qui dépassent 3 jours consécutifs seront justifiées par un certificat médical.

Les absences prévisibles supposent une autorisation préalable adressée au directeur de l’école. Elles ne sont accordées que dans le cadre légal rappelé ci-dessus.

Les dispenses au cours d’éducation physique et de natation seront sollicitées par la production d’un certificat médical remis au professeur. L’élève dispensé devra néanmoins se présenter au cours et suivre les dispositions indiquées par le professeur.

Attention : une absence pour anticiper ou prolonger des vacances n’est pas autorisée.

L’école est tenue de signaler à la Direction de l’enseignement obligatoire les absences non justifiées.

**11. Le Dossier d’accompagnement de l’élève (DaccE) :**

Face à la diversité des besoins des élèves, la relation pédagogique évolue et se renouvèle. Le nouveau tronc commun, qui se met progressivement en place, fait de la différenciation et de l’accompagnement personnalisé une des clés de voute du soutien à la réussite des élèves.

C’est dans ce cadre que s’inscrit le Dossier d’accompagnement de l’élève (DAccE), un dossier individuel et unique pour soutenir la réussite de chaque élève scolarisé en FWB.

Conçu sous un format numérique à l’échelle du système éducatif de la FWB, l’applicatif DAccE sera directement accessible aux membres des équipes pédagogiques et des personnels des Centres PMS. En début d’année scolaire, la consultation de l’outil permettra aux professionnels qui sont en charge de l’élève de prendre connaissance des informations relatives à son parcours, y compris en cas de changement d’école. Au cours de l’année scolaire, le DAccE permettra à ces mêmes professionnels de consigner l’observation et les actions d’accompagnement qui sont mises en place lorsque les difficultés de l’élèves sont plus importantes. Le format numérique du DAccE favorise un regard collectif sur les besoins et les difficultés de l’élève et la façon d’y répondre : le regard du titulaire de classe, mais aussi d’un intervenant en matière d’accompagnement personnalisé par exemple, d’autres membres de l’équipe éducative en fonction de l’organisation pédagogique de la classe, ou encore celui du membre de l’équipe du centre PMS.  
  
Le DAccE de chaque élève sera également accessible à ses parents. Dans la mesure où chaque élève confronté à des difficultés d’apprentissage persistantes bénéficiera d’un suivi basé sur la différenciation et l’accompagnement personnalisé, le DAccE permettra à ses parents d’avoir accès à une information synthétique qui retracera les actions mises en place au cours de l’année, et les ajustements qui y sont apportés si nécessaire. Via le DAccE, les parents pourront aussi transmettre les informations qu’ils jugent utiles aux professionnels de l’enseignement, telle par exemple qu’une prise en charge externe par un logopède. Le DAccE facilite dès lors la communication avec les parents en axant le dialogue sur l’information utile au suivi des apprentissages.

**12. Comportement des élèves :**

Les élèves sont tenus de respecter les consignes qui leur sont données par écrit ou oralement par la direction, l'équipe éducative ou le personnel parascolaire. **Les élèves doivent porter une tenue vestimentaire correcte.**

Les élèves doivent **se montrer respectueux envers le personnel des équipes éducatives et parascolaire.**

Ils doivent **se comporter et parler correctement.** Ils sont tenus de respecter le matériel, le mobilier, les locaux mis à leur disposition.

**Les GSM, les consoles de jeux et les ballons de cuir sont strictement interdits.**

**Le P.O. Décline toute responsabilité en cas de bris de lunettes et de déprédations d'objets des élèves.**

#### Les sanctions :

Comme lieu d’éducation à la vie en commun, la vie à l’école est régie par les règles décrites ci-dessus. Lorsque les règles du présent règlement ne sont pas respectées, l’école applique un régime de sanctions qui se conforme au décret du 24.07.97.Les sanctions se doivent d’être progressives et adaptées à la nature et à la gravité des faits (avertissement, travail supplémentaire, rencontre avec la direction, exclusion provisoire, exclusion définitive). Les sanctions sont inscrites au journal de classe pour visa des parents. En cas d’accumulation de travaux supplémentaires et de rencontres avec la direction, un conseil composé de membres de l’équipe éducative est convoqué par le directeur afin de faire le point sur la situation de l’élève à ce moment de l’année scolaire. L’accumulation de sanctions et rencontres avec la direction est en effet considérée comme révélatrice du manque de prise en compte par l’élève des règles qui régissent la vie en commun.

**En aucun cas, les parents ne peuvent interpeller d’autres enfants dans l’enceinte de l’école. En cas de conflit, les parents sont invités à l’exprimer calmement et avec courtoisie aux enseignants et à la direction.**

Si le directeur ou le conseil envisage une exclusion définitive, la procédure décrite ci-dessous sous la rubrique « exclusion définitive » est enclenchée.

Dans le cas contraire, le conseil envisage la suite à donner à l’accumulation de sanctions ou de faits graves reprochés à l’élève. Celui-ci et ses parents sont avertis de la tenue du conseil. Ceux-ci peuvent demander à être entendu par le conseil, accompagné d’une personne de leur choix. Le conseil peut émettre un avis de renvoi temporaire de un à trois jours de classe.

Le renvoi temporaire est prononcé par le directeur de l’école et communiqué aux parents par un courrier comportant un accusé de réception. Cette mesure grave doit amener l’élève à se ressaisir et à adopter une attitude respectueuse des règles de la vie commune. Ne pas en tenir compte peut entraîner, pour l’élève concerné, de se voir sanctionner plus gravement encore, par un renvoi définitif ou une non-réinscription pour l’année suivante.

#### Exclusion définitive :

Les *articles 81 et 89 du* [*Décret du 24 juillet 1997*](http://www.gallilex.cfwb.be/fr/leg_res_01.php?ncda=21557&referant=l02&bck_ncda=21557&bck_referant=l00) *définissant les missions prioritaires de l’enseignement fondamental et de l’enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre* dressent une liste non exhaustive de faits pouvant entrainer l’exclusion définitive de l’élève, qui sont les suivants :

* tout coup ou blessure donné sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l’enceinte de l’établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps de travail ou de suivre les cours (l’absence d’incapacité limitée dans le temps de travail ou de suivre le cours permet d’exclure l’élève conformément à l’article 81 du décret susmentionné qui autorise l’exclusion d’un élève pour atteinte à l’intégrité physique);
* tout coup ou blessure donné sciemment par un élève à un délégué du Pouvoir organisateur, à un inspecteur, à un vérificateur ou à un délégué de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans l'enceinte de l'école ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps (l’absence d’incapacité limitée dans le temps de travail ou de suivre le cours permet malgré tout d’exclure l’élève conformément à l’article 81 du décret susmentionné qui autorise l’exclusion d’un élève pour atteinte à l’intégrité physique);
* tout coup ou blessure donné sciemment par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l’école, lorsqu’ils sont portés dans l’enceinte de l’école, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps (remarque: l’absence d’incapacité limitée dans le temps de travail ou de suivre le cours permet malgré tout d’exclure l’élève conformément à l’article 81 du décret susmentionné qui autorise l’exclusion d’un élève pour atteinte à l’intégrité physique);
* l’introduction ou la détention par un élève au sein de l’école ou dans le voisinage immédiat de celle-ci de quelque arme que ce soit, visée, sous quelque catégorie que ce soit, à *l’article 3 de la loi du 03/01/1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;*
* toute manipulation hors de son usage didactique d’un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures;
* l’introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein de l’école ou dans le voisinage immédiat de celle-ci de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant;
* l’introduction ou la détention par un élève au sein de l’école ou dans le voisinage immédiat de celle-ci de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci;
* l’introduction ou la détention par un élève au sein de l’école ou dans le voisinage immédiat de celle-ci de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l’usage, le commerce et le stockage de ces substances;
* le fait d’extorquer, à l’aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d’un autre élève ou d’un membre du personnel dans l’enceinte de l’école ou hors de celle-ci;
* le fait d’exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation;
* lorsqu’il peut être apporté la preuve qu’une personne étrangère à l’école a commis un des faits graves visés aux points 1 à 10 repris ci-dessus sur l’instigation ou avec la complicité d’un élève de l’école, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait pouvant justifier l’exclusion définitive prévue aux *articles 81 et 89 du décret du 24 juillet 1997*. Cette disposition ne trouve pas à s’appliquer lorsque le fait est commis par les parents ou la personne investie de l’autorité parentale.

*Remarque : par « voisinage immédiat de l’institution », il faut entendre « partie visible de la voie publique à partir de l’établissement scolaire »[[1]](#footnote-1).*

*Attention: Les faits décrits aux points repris ci-dessus n’entraînent pas ipso facto l’exclusion de l’élève.*

Dans le respect des dispositions du décret du 24.07.97, les sanctions d’exclusion définitive et de refus de réinscription sont prises par le directeur de l’école, agissant comme délégué du Pouvoir Organisateur. Préalablement à toute exclusion définitive ou en cas de refus de réinscription, le chef d’établissement convoquera l’élève et ses parents ou la personne responsable par lettre recommandée. Cette audition a lieu au plus tôt le 4è jour ouvrable qui suit la notification de la convocation envoyée par recommandé. Lors de l’entretien, l’élève et ses parents ou la personne responsable peuvent se faire assister par un conseillé. La convocation reprend les griefs formulés à l’encontre de l’élève et indique les possibilités d’accès au dossier disciplinaire.

Si les parents ou la personne responsable de l’élève ne donnent pas de suite à la convocation, un procès-verbal de carence est établi et la procédure disciplinaire peut suivre normalement son cours.

Préalablement à toute exclusion définitive, le directeur de l’école prend l’avis du conseil composé de membres de l’équipe éducative et du PMS.

L’exclusion définitive dûment motivée est prononcée par le directeur de l’école et est signifiée par recommandé aux parents ou à la personne responsable. La lettre recommandée sort ses effets le 3ème jour ouvrable qui suit la date de son expédition.

Les parents ou la personne responsable de l’élève disposent d’un droit de recours à l’encontre de la décision prononcée par le directeur de l’école. Sous peine de nullité, ce recours sera introduit par lettre recommandée adressée au Pouvoir Organisateur dans les 10 jours ouvrables qui suivent la notification de la décision d’exclusion définitive. Le recours n’est pas suspensif de l’application de la décision.

Si la gravité des faits le justifie, le directeur de l’école peut décider d’écarter l’élève provisoirement de l’établissement pendant la durée de la procédure d’exclusion définitive. Cette mesure d’écartement provisoire est confirmée aux parents ou à la personne responsable de l’élève dans la lettre de convocation. Le refus de réinscription l’année scolaire suivante est traité comme une exclusion définitive.

**13. Tutelle sanitaire et aide médico-sociale :**

L'inspection médicale scolaire est obligatoire dans tous les établissements d'enseignement fondamental.

L'équipe médicale du Centre de Santé de Strépy - Bracquegnies exerce l'inspection médicale scolaire de notre établissement sous la direction des médecins responsables.

L'école doit être avertie dans les plus brefs délais d'une éventuelle maladie contractée par l'enfant.

**14. Santé :**

Vous trouverez ci-après les dispositions telles qu'arrêtées par le Gouvernement de la Communauté Française en cas de varicelle.

Cette maladie est extrêmement contagieuse à partir de la veille de l'éruption jusqu'au septième jour. Des complications sont possibles, locales ou générales.

**Les malades ne peuvent être admis dans un établissement scolaire**. Vous ne pouvez remettre votre enfant à l'école que le **huitième jour** après l'apparition des vésicules sur la peau. En cas de doute, la direction de l'établissement peut s'adresser au médecin scolaire.

Médication à l'école.

**Le personnel éducatif et auxiliaire n’est pas habilité à assurer un suivi médical.**

**Tout médicament est interdit au sein de l’établissement.**

 Toutefois si pour un traitement spécifique, l'institutrice doit administrer un ou plusieurs médicaments pendant la journée à votre enfant, voici les directives à respecter **impérativement** :

1.     Vous devez fournir un document lisible émanant du médecin traitant ou du spécialiste qui le suit stipulant les circonstances, les modes et la durée d'administration du médicament.

2.     Vous devez rédiger un document à l'intention de l'enseignant le déchargeant de toute responsabilité pour cet acte et stipulant "qu'il agira du mieux qu'il le pourra et en bon père de famille".

3.     Si une injection s'avère nécessaire, une séance d'information et de formation auprès du personnel le plus proche de l'enfant doit être organisée soit par le médecin traitant soit par une équipe de l'hôpital où l'enfant est suivi.

Enfant malade.

ð **un enfant malade ne peut être accepté à l’école.** Vous avez à votre disposition via certaines mutuelles des services de garde à domicile. Vous pouvez également consulter le site [www.fasd.be](http://www.fasd.be) pour ce genre de service.

 Les journées de votre enfant à l’école sont bien remplies. Pour qu’il puisse bien en profiter il doit être en pleine forme. S’il est fiévreux, s’il est fort enrhumé, s’il tousse, s’il a la diarrhée, il a besoin de plus de repos et l’école ne peut pas le lui assurer de façon optimale.

Par ailleurs, la plupart des petites maladies bénignes des enfants sont contagieuses, ils se contaminent donc régulièrement à l’école s’ils y côtoient d'autres enfants malades.

C’est pourquoi nous vous demandons de ne pas mettre votre enfant à l’école quand il est malade, même si son état vous paraît sans gravité.

Une attention particulière doit être accordée au problème des gastro-entérites :

Il s’agit dans la majorité des cas d’une affection bénigne guérissant spontanément avec un régime alimentaire approprié, mais hautement contagieuse pour l’entourage en période aiguë. Il est donc impératif, ici aussi, de ne pas laisser votre enfant fréquenter l’école tant qu'il présente des symptômes.

ð Si l’enfant présente en cours de journée des signes de fièvre, des boutons, de grosse fatigue, des vomissements, une diarrhée, ... l’équipe éducative contactera les parents. **Ceux-ci prendront immédiatement les dispositions nécessaires pour venir rechercher leur enfant** afin d'éviter toute contagion avec les autres élèves.

ð **Les maladies contagieuses** doivent être signalées à la direction, qui est à son tour dans l'obligation de les signaler au Service de Promotion de la Santé et ce, aussi bien en maternelle qu'en primaire.

**15. Guidance Psycho-Médico-Sociale :**

Le pouvoir organisateur a choisi le Centre PMS Provincial de Soignies (067/33 33 08 – cpms.soignies@hainaut.be) pour exercer une guidance au sein de notre établissement.

**16. Accidents scolaires :**

Tout accident doit être déclaré à l'école dans les 24h.

Une déclaration d'accident doit être demandée à l'école et remplie par le médecin qui a établi le diagnostic.

Un appel sera fait à une ambulance si les parents sont injoignables et que cela s'avère nécessaire.

**17. Participation à l'évaluation externe :**

Tous les élèves de sixième année primaire seront d'office inscrits à cette épreuve dont la réussite est déterminante pour obtenir le C.E.B. (certificat d'étude de base)

**18. Gratuité de l'enseignement :**

Estimation des frais scolaires

Avant le début de l’année scolaire ou au moment de l’inscription de l’élève, chaque école est tenue de fournir aux parents ou à l’élève majeur, une estimation du montant des frais réclamés et de leur ventilation.

Cette information, par écrit, renseigne un montant unique par rubrique qui se rapproche le plus possible de ce que sera la dépense réelle.

Décomptes périodiques

Les décomptes périodiques vous sont transmis tous les 4 mois.. Ces décomptes détaillent au minimum pour chacun des élèves l’ensemble des frais qui sont dus à l’établissement à savoir leurs montants, leurs objets et leur caractère obligatoire ou facultatif. Ces documents mentionnent en outre les modalités et les éventuelles facilités de paiement.

En référence à la définition des frais scolaires, ces 3 types de frais peuvent être demandés aux parents ou à la personne investie de l’autorité parentale :

♣ les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés ;

♣ les droits d’accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés, dans les limites des plafonds fixés par le Gouvernement.

♣ les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s), organisés par l’école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés.

**Seules les fournitures scolaires suivantes ne sont pas fournies par les écoles et restent donc à charge des responsables légaux de l’élève : le cartable non garni, le plumier non garni ainsi que les tenues vestimentaires et sportives usuelles de l’élève.**

Au niveau d’enseignement maternel :

**• la fourniture des langes et des mouchoirs reste de la prérogative des parents ;**

**• les collations éventuelles et les repas sont également à charge de ceux-ci.**

« Article 100 du décret du 24/07/1997 « Missions » § 1er. Des dotations et des subventions de fonctionnement annuelles et forfaitaires sont accordées pour couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des écoles, et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire. § 2. Dans l’Enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu. Sans préjudice du paragraphe 3, un pouvoir organisateur ne peut en aucun cas formuler lors de l’inscription ou lors de la poursuite de la scolarisation dans une école une demande de paiement, directe ou indirecte, facultative ou obligatoire, sous forme d’argent, de services ou de fournitures. Dans l’Enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu hors les cas prévus d'une part par l'article 12, § 1erbis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, d'autre part par l'article 59, § 1er, de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement. Sans préjudice des dispositions du présent alinéa et des paragraphes 4 à 6, un pouvoir organisateur ne peut en aucun cas formuler lors de l’inscription ou lors de la poursuite de la scolarisation dans une école une demande de paiement, directe ou indirecte, facultative ou obligatoire, sous forme d’argent, de services ou de fournitures. § 3. Dans l’Enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, sans préjudice des alinéas 2 et 3, aucun frais scolaire ne peut être perçu et aucune fourniture scolaire ne peut être réclamée aux parents ou à la personne investie de l’autorité parentale, directement ou indirectement. Seuls les frais scolaires suivants, appréciés au coût réel, peuvent être perçus : 1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés ; 2° les droits d’accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement arrête le montant total maximal toutes taxes comprises qu’une école peut réclamer par élève pour une année d’étude, un groupe d’années d’étude et/ou pour l’ensemble des années d’étude de l’enseignement maternel; 3° les frais liés aux séjours pédagogiques, avec ou sans nuitées, organisés par l’école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu’une école peut réclamer par élève pour une année d’étude, un groupe d’années d’étude et/ou pour l’ensemble des années d’étude de l’enseignement maternel. Seules les fournitures scolaires suivantes ne sont pas fournies par les écoles : 1° le cartable non garni ; 2° le plumier non garni; 3° les tenues vestimentaires et sportives usuelles de l’élève. Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé aux parents ou à la personne investie de l’autorité parentale. Les frais scolaires autorisés visés à l’alinéa 2, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés en vue d’un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés. Les montants fixés en application de l’alinéa 2, 2° et 3°, sont annuellement indexés en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. § 4. Dans l’enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés comme perception d’un minerval les frais scolaires appréciés au coût réel suivants : 1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés ; 2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu’une école peut réclamer par élève pour une année d’étude, un groupe d’années d’étude et/ou sur l’ensemble des années d’étude de l’enseignement primaire; 3° les frais liés aux séjours pédagogiques, avec ou sans nuitées, organisés par l’école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu’une école peut réclamer par élève pour une année d’étude, un groupe d’années d’étude et/ou sur l’ensemble des années d’étude de l’enseignement primaire. Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé aux parents ou à la personne investie de l’autorité parentale. Les frais scolaires autorisés visés à l’alinéa 2, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés en vue d’un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés. Les montants fixés en application de l’alinéa 1er, 2 et 3°, sont indexés annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. § 5. Dans l’enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés comme perception d’un minerval les frais scolaires appréciés au coût réel suivants : 1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés; 2° les droits d’accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu’une école peut réclamer par élève pour une année d’étude, un groupe d’années d’étude et/ou sur l’ensemble des années d’étude de l’enseignement secondaire; 3° les photocopies distribuées aux élèves; sur avis conforme du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le montant maximum du coût des photocopies par élève qui peut être réclamé au cours d’une année scolaire ; 4° le prêt de livres scolaires, d'équipements personnels et d'outillage ; 5° les frais liés aux séjours pédagogiques, avec ou sans nuitées, organisés par l’école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes taxes comprises qu’une école peut réclamer par élève pour une année d’étude, un groupe d’années d’étude et/ou sur l’ensemble des années d’étude de l’enseignement secondaire. Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé aux parents ou à la personne investie de l’autorité parentale. Les frais scolaires autorisés visés à l’alinéa 2, 1° à 5°, ne peuvent pas être cumulés en vue d’un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et effectivement organisés. Les montants fixés en application de l’alinéa 1er, 2° et 5°, sont indexés annuellement en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. § 6. Dans l’enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, les frais scolaires suivants peuvent être proposés à l'élève s'il est majeur, ou à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, pour autant que le caractère facultatif ait été explicitement été porté à leur connaissance : 1° les achats groupés ; 2° les frais de participation à des activités facultatives ; 3° les abonnements à des revues ; Ils sont proposés à leur coût réel pour autant qu'ils soient liés au projet pédagogique. § 7. Les pouvoirs organisateurs sont tenus, dans la perception des frais, de respecter les dispositions de l'article 11. Les pouvoirs organisateurs n’impliquent pas les élèves mineurs dans le processus de paiement et dans le dialogue qu'ils entretiennent avec les parents ou la personne investie de l'autorité parentale à propos des frais scolaires et des décomptes périodiques. Le non-paiement des frais ne peut en aucun cas constituer, pour l'élève, un motif de refus d'inscription ou d'exclusion définitive ou de toute autre sanction même si ceux-ci figurent dans le projet pédagogique ou dans le projet d’établissement. Les pouvoirs organisateurs peuvent, dans l’enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, mettre en place un paiement correspondant au coût moyen réel des frais scolaires visés aux paragraphes 4 et 5. Dans l'enseignement obligatoire, aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, pour la délivrance de ses diplômes et certificats d'enseignement ou de son bulletin scolaire. § 8. La référence légale et le texte intégral du présent article sont reproduits dans le règlement d’ordre intérieur de chaque école ainsi que sur l’estimation des frais réclamés visés à l’article 101, § 1er, et les décomptes périodiques visés à l’article 101, § 2.

*Articles 1.7.2-1 à 1.7.2-3 du décret 03/05/2019 « Code de l’enseignement »*

Article 1.7.2-1. - § 1er. Aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu dans

l'enseignement maternel, primaire et secondaire, ordinaire ou spécialisé. Sans

préjudice de l'article 1.7.2-2, le pouvoir organisateur ne peut en aucun cas formuler

lors de l'inscription ou lors de la poursuite de la scolarisation dans une école une

demande de paiement, directe ou indirecte, facultative ou obligatoire, sous forme

d'argent, de services ou de fournitures.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, un droit d'inscription peut être fixé à maximum

124 euros pour les élèves qui s'inscrivent en 7e année de l'enseignement secondaire

de transition, préparatoire à l'enseignement supérieur. Ce montant maximum est

ramené à 62 euros pour les bénéficiaires d'allocations d'études.

Le produit de ce droit d'inscription est déduit de la première tranche de subventions

de fonctionnement accordées aux écoles concernées.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1er, un droit d'inscription spécifique est exigé pour

les élèves qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire et qui ne sont pas

ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne et dont les parents non belges

ne résident pas en Belgique.

Sont de plein droit exemptés du droit d'inscription spécifique les élèves de nationalité

étrangère admis à séjourner plus de trois mois ou autorisés à s'établir en Belgique, en

application des articles 10 et 15 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire,

le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Le Gouvernement détermine les catégories d'exemption totale ou partielle du droit

d'inscription spécifique.

Le Gouvernement détermine les montants du droit d'inscription spécifique, par niveau

d'études.

Le montant du droit d'inscription spécifique est exigible au moment de l'inscription.

§ 4. Des dotations et des subventions de fonctionnement annuelles et forfaitaires sont

accordées pour couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des

écoles, et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves

soumis à l'obligation scolaire.

En outre, dans l'enseignement maternel ordinaire et spécialisé, il est octroyé aux

écoles organisées ou subventionnées un montant forfaitaire de 50 euros par élève

inscrit, affecté spécifiquement aux frais et fournitures scolaires. Ce montant vise

prioritairement l'achat des fournitures scolaires définies comme étant tous les

matériels nécessaires à l'atteinte des compétences de base telles que définies dans

les référentiels de compétences initiales. Ce montant peut également couvrir les frais

scolaires liés à l'organisation d'activités scolaires ou de séjours pédagogiques avec

nuitée(s).Ce montant est versé chaque année au mois de mars. Il est calculé sur la

base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école à la date du 30 septembre

de l'année précédente, multiplié par un coefficient de 1,2, et est arrondi à l'unité

supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure

dans les autres cas. Il est indexé annuellement en appliquant aux montants de l'année

civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de

janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente.

Tout pouvoir organisateur ayant reçu les montants visés à l'alinéa 2 tient à la

disposition des Services du Gouvernement aux fins de contrôle, au plus tard pour le

31 janvier de l'année suivant l'année scolaire pour laquelle les montants ont été

accordés, les justificatifs de l'ensemble des dépenses effectuées, et ce, pendant une

durée de dix ans. Si dans le cadre d'un contrôle, il apparaît que les montants reçus

n'ont pas été affectés à l'achat de fournitures scolaires, à l'organisation d'activités

scolaires ou de séjours pédagogiques avec nuitée(s), le montant octroyé devra être

ristourné aux Services du Gouvernement dans un délai de soixante jours à dater de

la notification adressée au pouvoir organisateur concerné.

Article 1.7.2-2. - § 1er. Dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, sans

préjudice des alinéas 2 et 3, aucuns frais scolaires ne peuvent être perçus et aucune

fourniture scolaire ne peut être réclamée aux parents, directement ou indirectement.

Dans l'enseignement maternel, ordinaire et spécialisé, seuls les frais scolaires

suivants, appréciés au cout réel, peuvent être perçus :

1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés;

2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet

pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école ainsi que les

déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement arrête le montant total maximal toutes

taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un

groupe d'années d'étude et/ou pour l'ensemble des années d'étude de l'enseignement

maternel ;

3° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et

s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet

d'école, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant

total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une

année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou pour l'ensemble des années d'étude

de l'enseignement maternel.

Seules les fournitures scolaires suivantes ne sont pas fournies par les écoles :

1° le cartable non garni ;

2° le plumier non garni ;

3° les tenues vestimentaires et sportives usuelles de l'élève.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou

sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peuvent être

imposés aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1er, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés

en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et

effectivement organisés.

Les montants fixés en application de l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont annuellement indexés

en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice

général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de

janvier de l'année civile précédente.

§ 2. Dans l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés

comme perception d'un minerval les frais scolaires appréciés au cout réel suivant :

1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés;

2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet

pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école ainsi que les

déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes

taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un

groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement

primaire ;

3° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et

s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet

d'école, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant

total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une

année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude

de l'enseignement primaire.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou

sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peut être imposé

aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1er, 1° à 3°, ne peuvent pas être cumulés

en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et

effectivement organisés.

Les montants fixés en application de l'alinéa 1er, 2 et 3°, sont indexés annuellement

en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice

général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de

janvier de l'année civile précédente.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé, ne sont pas considérés

comme perception d'un minerval les frais scolaires appréciés au cout réel suivant :

1° les droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés;

2° les droits d'accès aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet

pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'école ainsi que les

déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant total maximal toutes

taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une année d'étude, un

groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude de l'enseignement

secondaire ;

3° les photocopies distribuées aux élèves ; sur avis conforme du Conseil général de

l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le montant maximum du cout des

photocopies par élève qui peut être réclamé au cours d'une année scolaire ;

4° le prêt des livres scolaires, d'équipements personnels et d'outillage ;

5° les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s) organisés par l'école et

s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet

d'école, ainsi que les déplacements qui y sont liés. Le Gouvernement fixe le montant

total maximal toutes taxes comprises qu'une école peut réclamer par élève pour une

année d'étude, un groupe d'années d'étude et/ou sur l'ensemble des années d'étude

de l'enseignement secondaire.

Aucun fournisseur ou marque de fournitures scolaires, de tenues vestimentaires ou

sportives usuelles ou prescriptions qui aboutissent au même effet ne peuvent être

imposés à l'élève majeur ou aux parents ou à la personne investie de l'autorité

parentale.

Les frais scolaires autorisés visés à l'alinéa 1er, 1° à 5°, ne peuvent pas être cumulés

en vue d'un paiement forfaitaire et unique. Ils sont imputés à des services précis et

effectivement organisés.

Les montants fixés en application de l'alinéa 1er, 2° et 5°, sont indexés annuellement

en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice

général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de

janvier de l'année civile précédente.

§ 4. Dans l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé, les frais

scolaires suivants peuvent être proposés à l'élève, s'il est majeur, ou à ses parents,

s'il est mineur, pour autant que le caractère facultatif ait été explicitement porté à leur

connaissance :

1° les achats groupés ;

2° les frais de participation à des activités facultatives ;

3° les abonnements à des revues.

Ils sont proposés à leur cout réel pour autant qu'ils soient liés au projet pédagogique.

Article 1.7.2-3. - § 1er. Les pouvoirs organisateurs sont tenus, dans la perception des

frais scolaires, de respecter l'article 1.4.1-5.

Ils peuvent, dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement secondaire, mettre

en place un paiement correspondant au cout moyen réel des frais scolaires.

§ 2. Les pouvoirs organisateurs n'impliquent pas les élèves mineurs dans le processus

de paiement et dans le dialogue qu'ils entretiennent avec les parents à propos des

frais scolaires et des décomptes périodiques.

Le non-paiement des frais scolaires ne peut en aucun cas constituer, pour l'élève, un

motif de refus d'inscription, d'exclusion définitive ou de toute autre sanction même si

ces frais figurent dans le projet pédagogique ou dans le projet d'école.

Aucun droit ou frais, direct ou indirect, ne peut être demandé à l'élève ou à ses parents

pour la délivrance de ses diplômes et certificats d'enseignement ou de son bulletin

scolaire.

**19. Divers :**

- L'horaire des cours sera respecté y compris dans les classes maternelles.

- Les élèves ne recevront l'autorisation de quitter l'école que sur demande écrite, datée et signée.

- Les parents des élèves inscrits en primaire attendent les rangs formés par les enseignants à la grille du haut, pour les primaires, réception des petits de maternelle à la grille du bas.

- Les parents des enfants qui désirent emprunter le car scolaire sont priés de contacter la direction sans tarder afin d'effectuer les démarches nécessaires pour la prise en charge.

- Le cours de natation se donne à la piscine Monturier, seuls les élèves de première, deuxième et troisième années primaires disposent de ces leçons. Le transport en car est organisé en collaboration avec l'administration communale.

- Trois bulletins vous sont remis durant l'année scolaire, les dates vous seront communiquées ultérieurement.

- Le professeur d'éducation physique insiste pour que chaque enfant dispose d'une tenue de

gymnastique -> le tout marqué au nom de l'enfant dans un sac fermé adapté au sport.

- Les enseignantes des différentes classes organisent au cours de l'année scolaire des visites pédagogiques. Vous en serez tenus informés via la farde d'avis. Une prévision des dépenses scolaires vous sera fournie par le titulaire de classe de votre enfant quatre fois sur l'année scolaire.

Merci pour votre collaboration.

Nous, parents, reconnaissons avoir pris connaissance du Règlement d'Ordre Intérieur de l’école.

Signature :

1. Recommandations du rapport final de la Commission pour le droit à la scolarisation des enfants et des adolescents. [↑](#footnote-ref-1)